

**Embargo : Ne pas publier ou diffuser dans les médias, ni sous forme de dépêche d'agence ou sur internet, avant le 15 juin 2000, 14 heures (heure de Washington) ou 18 heures TU.**



# Banque mondiale

Communiqué de presse n° 2000/419/S

Contacts : Phil Hay (202) 473-1796

[Phay@worldbank.org](mailto:Phay@worldbank.org)

Christopher Walsh (202) 458-2710

[Cwalsh@worldbank.org](mailto:Cwalsh@worldbank.org)

Cynthia Case McMahon (TV/Radio) (202) 473-2243

[Ccase@worldbank.org](mailto:Ccase@worldbank.org)

## **DIAMANTS ET AUTRES PRODUITS PRÉCIEUX SUSCITENT LES CONVOITISES ET PROVOQUENT LES GUERRES CIVILES**

*Un nouveau rapport conteste les idées reçues sur les origines des conflits civils*

**WASHINGTON, 15 juin 2000** — Selon des recherches effectuées récemment par la Banque mondiale, il semble que les guerres civiles soient plus souvent attisées par la lutte que se livrent les mouvements rebelles et le gouvernement pour dominer le commerce des diamants, du café et d'autres produits primaires de grande valeur que par des dissensions politiques, ethniques ou religieuses.

Le nouveau rapport, intitulé « *Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy* », considère 47 guerres civiles qui ont eu lieu entre 1960 et 1999. Il révèle que les pays dont le PIB annuel provient pour environ un quart de l'exportation de produits de base bruts risquent bien davantage d'être le théâtre d'un conflit civil que les pays dont l'économie est plus diversifiée. Les pays non exportateurs de produits tels que les pierres précieuses ou le café « *sont relativement sûrs de ne pas être déchirés par des conflits internes. Les pays qui en exportent des quantités substantielles, au contraire, vivent sur une poudrière. Les produits primaires sont donc un facteur important dans les guerres civiles* », affirme le rapport.

Jusqu'à présent, on ne s'est guère intéressé à ces causes de conflit, ce qui ouvre d'immenses possibilités dans le domaine de la prévention, aussi bien aux autorités nationales qu'aux instances internationales.

Il apparaît que, dans les pays vulnérables, les mouvements de rébellion font main basse sur les produits de base pour assurer leur assise financière. Ils peuvent ainsi payer une multitude de soldats jeunes et peu éduqués et maintenir leur mouvement en vie, tant dans le pays lui-même qu'au plan international.

« *Placés dans la nécessité d'assurer la paye de leurs troupes sans produire quoi que ce soit, les mouvements rebelles s'emparent d'un secteur économique qui ne succombera pas sous leurs activités prédatrices* », dit **Paul Collier, auteur de la nouvelle étude et directeur de recherche au Département de l'économie du développement**. Il poursuit : « *Les produits primaires sont les plus faciles à piller de tous les actifs nationaux car, comme une mine de diamant ou une plantation de caféiers, ils sont très localisés. Une fois que le puits de mine a été foré, autant l'exploiter, même si les rebelles accaparent une*

*grande partie des bénéfices escomptés. Dès lors que les caféiers ont été plantés, autant faire la récolte, même s'il faut céder une grande partie du café. De cette façon, l'activité ne meurt pas et demeure sur place, ce qui ne serait pas le cas si les rebelles s'attaquaient au secteur manufacturier. »*

Collier explique que le pillage de ces ressources est à l'origine d'un grand nombre de conflits actuels et passés. En Sierra Leone, par exemple, la capture des riches mines de diamant et la vente des pierres à l'étranger par les rebelles sont parmi les principales raisons de la reprise des effusions de sang dans ce pays dévasté par la guerre. En Colombie, le mouvement rebelle du FARC dirige de lucratives activités de trafic de drogue et d'enlèvements pour financer la guerre contre les forces gouvernementales. Collier est tenté de croire que, sans cette manne illégale, qui se chiffre, semble-t-il, à plus de 700 millions de dollars par an, le conflit aurait pu être réglé depuis un certain temps. On dit également que le groupe rebelle angolais UNITA a accumulé plus de 4 milliards de dollars de fonds durant sa première guerre contre les forces du gouvernement et a utilisé ultérieurement une partie de ce butin pour entamer une deuxième série de combats. La moitié au moins du trésor de guerre de l'UNITA provient des mines de diamant.

Si la prépondérance des exportations de produits primaires dans l'économie nationale est le principal facteur de risque de guerre civile, il en est d'autres dont le rôle n'est pas à négliger, notamment l'histoire, l'importance de la diaspora, le déclin économique et la composition ethnique et religieuse du pays.

### **Influence de l'histoire récente**

Les risques de conflit futur sont beaucoup plus élevés dans les pays où une guerre civile vient de prendre fin. Pendant la période qui suit immédiatement la fin des hostilités, les chances de reprise du conflit s'élèvent à 40 %. Elles diminuent ensuite d'un point de pourcentage par année de paix. Cela dépend toutefois de la taille de la diaspora et de la mesure dans laquelle elle peut recourir à des ressources financières et à la publicité pour maintenir un combattant ou un autre en activité.

D'après le rapport, si un pays donné a mis fin à une guerre civile cinq ans plus tôt et veut évaluer ses chances de paix pour les cinq prochaines années, le nombre de ses ressortissants vivant à l'étranger sera déterminant. Si le pays a une diaspora particulièrement nombreuse aux États-Unis, ses chances de conflit sont de 36 %. Si sa diaspora est particulièrement réduite, ses chances de conflit n'atteignent que 6 %. Il apparaît donc que les diasporas rendent la vie beaucoup plus dangereuse pour ceux qui restent au pays après un conflit.

Selon le rapport, ce phénomène s'explique facilement. Les diasporas entretiennent parfois des liens nostalgiques avec leur groupe d'origine et nourrissent des griefs tenaces qui leur permettent d'affirmer leur appartenance indéfectible au groupe. Étant plus fortunés que ceux qui vivent dans le pays, les membres des diasporas ont les moyens de financer les conflits. Mais surtout, ils n'ont pas à en supporter les conséquences, car ils ne vivent pas dans le pays.

#### Les conflits de l'après-guerre froide : quelques faits

- La plupart des conflits actuels sont des guerres civiles, menées avec des armes traditionnelles. L'immense majorité des conflits qui ont eu lieu après la fin de la guerre froide sont des guerres civiles.
- Les civils — y compris les femmes, les enfants et d'autres groupes vulnérables — sont parmi les principaux sacrifiés. Neuf victimes sur dix sont des non-combattants.
- De nombreux conflits sont exacerbés par les politiques d'expulsion, d'exclusion ou d'extermination menées contre certains groupes ethniques.
- Pendant les seules années 90, on a dénombré 39 conflits majeurs, qui ont fait chacun au moins 1 000 morts par an.
- Plus de 4 millions de personnes ont été tuées dans des conflits violents depuis la chute du mur de Berlin en 1989.
- Au début de 1997, 35 millions de personnes étaient réfugiées ou déplacées.
- Plus de 100 millions de mines terrestres ont été posées dans le monde. Les mines anti-personnel font plus de 25 000 victimes par an et entravent la reconstruction et le développement.
- La reconstruction est lente, coûteuse et incertaine, et les ressources sont limitées.

## Les opportunités économiques comptent également

Les conflits se déroulent surtout dans les pays où le niveau d'éducation est faible. Dans l'échantillon du rapport, en moyenne seuls 45 % des jeunes de sexe masculin poursuivent des études secondaires. Dans un pays où le pourcentage des jeunes scolarisés est de 55 %, soit 10 points de pourcentage de plus, le risque de conflit passe de 14 % à quelque 10 %. Les risques sont également plus élevés dans les pays qui ont une croissance démographique rapide : chaque point de pourcentage du taux d'accroissement de la population fait monter le risque de conflit d'environ 2,5 points. La probabilité de conflit est aussi plus forte dans les pays dont l'économie est en déclin. Chaque fois que le taux de croissance du revenu par habitant baisse d'un point de pourcentage, le risque de conflit augmente d'autant.

La composition ethnique et religieuse des pays a également son importance. S'il existe un groupe ethnique dominant qui forme entre 45 et 90 % de la population (assez pour lui assurer le pouvoir mais pas assez pour rendre toute discrimination inutile), le risque de conflit double.

Si la domination ethnique est source de problèmes, la diversité ethnique et religieuse ne rend pas une société plus dangereuse, au contraire. Les pays homogènes aux plans ethnique et religieux sont étonnamment dangereux : le risque est de 23 %. En revanche, un pays où cohabitent des groupes ethniques et religieux variés et où la diversité est égale au maximum de notre échantillon, le risque n'est que de 3 % environ. Mis à part les cas assez rares de domination, la diversité est un facteur de sécurité.

*« Les guerres civiles résultent beaucoup plus souvent d'opportunités économiques que de griefs et, par conséquent, certains groupes rebelles sont avantagés par le conflit et ont donc de puissants motifs pour l'amorcer et l'entretenir », dit Collier. « De la Sierra Leone à la Colombie, ces guerres créent des opportunités de profit pour une minorité tout en les détruisant pour la majorité. »*

## L'origine des guerres civiles : rôle comparé de la rapacité et des griefs

L'opinion internationale prend souvent pour argent comptant les explications données par les organisations rebelles dans l'origine des conflits civils. On croit qu'il s'agit d'un affrontement politique intense, alimenté par un ressentiment si vivace qu'il en est devenu explosif. Les rébellions sont donc considérées comme des mouvements de protestation portés à leur paroxysme, dont les meneurs luttent contre l'oppression. En réalité, la plupart des rébellions ne s'apparentent pas à ce schéma. Lorsqu'on mesure objectivement les principaux griefs — inégalité, répression politique et divisions ethniques et religieuses —, on constate qu'ils n'ont pas une grande valeur explicative dans le déclenchement d'une rébellion.

En revanche, les caractéristiques économiques, telles que la place prépondérante des exportations de produits primaires, la faiblesse des revenus moyens, la lenteur de la croissance et la taille de la diaspora, sont autant de variables prédictives significatives et sûres de guerre civile. Ce sont elles qui constituent les véritables facteurs de risque, et non pas les griefs objectifs, et c'est à elles que les mesures de prévention des conflits doivent s'attaquer pour réduire les chances d'affrontement.

Cependant, si les griefs objectifs n'engendrent pas de conflits violents, les conflits violents engendrent des griefs subjectifs. Il ne s'agit pas là des sous-produits d'un conflit, mais d'une activité essentielle des organisations rebelles. Les rebelles ne peuvent remporter de victoires militaires que si leurs soldats sont motivés pour tuer l'ennemi et, pour cela, il faut les endoctriner. C'est pourquoi à la fin d'une guerre civile, il existe entre les belligérants une haine intense, fondée sur des griefs imaginaires.

## **Politiques de prévention des conflits**

Étant donné qu'il existe un fort risque de guerre civile dans les pays dont plus du quart du PIB est assuré par des exportations de ressources naturelles, le nouveau rapport propose cinq axes d'intervention susceptibles de réduire ce risque :

- Diversifier l'économie pour la rendre moins tributaire des produits de base.
- Rendre impopulaires les rebelles auteurs de pillages en utilisant en toute transparence les recettes assurées par les exportations de produits de base pour financer des services essentiels efficaces (par exemple, enseignement élémentaire et dispensaires ruraux).
- Faire appel à la communauté internationale pour qu'il soit plus difficile aux groupes rebelles de vendre les diamants et les autres produits qu'ils s'approprient illégalement.
- Stimuler une croissance rapide pour compenser la faiblesse des revenus et les effets du déclin économique.
- Enfin, offrir des garanties crédibles pour protéger les minorités dans les sociétés où un seul groupe ethnique joue un rôle dominant, en garantissant leurs droits dans une constitution nationale.

Si les gouvernements et la communauté internationale peuvent désamorcer le risque lié aux exportations de produits de base, enclencher un processus de croissance rapide et fournir des garanties crédibles aux minorités, le risque de conflit peut être très fortement réduit. Il est possible de prévenir les conflits en agissant énergiquement sur quelques facteurs de risque.

## **Remettre sur pied les pays dévastés par la guerre — le rôle de la Banque mondiale**

Par les ravages qu'elle cause (civils tués ou mutilés, destructions diverses), une guerre civile compromet les perspectives de développement des pays les plus pauvres du monde, réduisant souvent à néant des décennies de progrès. Plus de quatre millions de personnes ont été tuées depuis 1989 du fait de conflits essentiellement internes. On compte par ailleurs des millions de déplacés et de réfugiés, et il subsiste de par le monde d'innombrables mines terrestres qui font plus de 25 000 victimes par an.

Créée en 1944 pour faciliter la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, la Banque mondiale s'occupe de plus en plus de la reconstruction des pays en développement subissant les effets d'un conflit. C'est ainsi qu'elle coordonne l'aide à la reconstruction au Kosovo, en Bosnie, en République démocratique du Congo, en Cisjordanie et Gaza. La Banque apporte également son concours à la réinsertion des anciens combattants au Cambodge, à Djibouti, au Mozambique, en Ouganda et au Tchad, et à celle des réfugiés et des déplacés en Azerbaïdjan, au Libéria, au Rwanda et en Sierra Leone. Elle soutient également le développement communautaire en Angola, en Colombie, en Érythrée et au Rwanda.

La Banque a aidé à reconstruire des infrastructures endommagées en Azerbaïdjan, en Haïti et au Tadjikistan, et finance des opérations de déminage en Azerbaïdjan, en Bosnie et en Croatie. Chacune de ces interventions, de même que la réintégration des réfugiés et des anciens combattants, s'effectue en partenariat avec l'ONU, le Fonds monétaire international, les banques régionales de développement, les bailleurs de fonds bilatéraux et les organisations non gouvernementales.

### **Knitting Together Nations (Mailler les nations)**

Knitting Together Nations (Mailler les nations) est une organisation humanitaire autogérée qui opère en Bosnie-Herzégovine avec l'appui de la Banque mondiale. L'un de ses objectifs est de faire revivre durablement les traditions multiethniques locales et d'établir de nouvelles relations commerciales entre ses partenaires économiques régionaux et les pays clients de l'Est.

Knitting a mis au point système de façonnage pour le compte de stylistes, de maisons de couture et d'entreprises qui ont déjà une clientèle nombreuse et loyale et qui peuvent s'occuper de l'élaboration, de la commercialisation et de la vente des produits. Par ailleurs, sous le parrainage de l'UNESCO, Knitting offre gratuitement des programmes éducatifs en anglais et des cours d'informatique à tous ses employés et à leurs enfants.

En janvier 2000, Knitting employait à temps plein et toute l'année 48 femmes déplacées représentant à proportions égales les trois principaux groupes ethniques de Bosnie-Herzégovine qui étaient auparavant en conflit. En travaillant ensemble, ces femmes nouent de nouvelles relations sociales qui établissent des passerelles entre groupes ethniques. On estime que grâce à l'augmentation de la demande prévue pour la prochaine saison, le nombre d'employés devrait passer à plus de 100 en 2000 et à environ 400 en 2001.

*Source* : Banque mondiale, Mécanisme d'octroi de dons pour le développement et Fonds d'aide aux pays sortant d'un conflit, « Formulaire de demande MDD pour l'exercice 2000 » (Washington DC 2000)

La responsabilité générale des activités de reconstruction menées par la Banque mondiale après un conflit incombe à ses équipes locales, qui comprennent des experts dans des domaines tels que l'éducation, la santé et les infrastructures. Pour appuyer l'action de ces équipes, la Banque a créé une Unité post-conflit qui utilise un personnel qualifié détaché par le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires pour former un groupe d'intervention rapide, capable d'agir rapidement dans un pays dès la cessation des hostilités.

Avec les 21 millions de dollars de dons accordés au cours des deux dernières années par son Fonds d'aide aux pays sortant d'un conflit, le personnel de l'Unité post-conflit de la Banque a montré que, pour renforcer un processus de paix fragile, empêcher une reprise des violences et créer les conditions d'un développement durable, il est vital d'offrir des financements d'urgence aux pays menacés par un conflit ou qui viennent d'en connaître un.

**D'après Nat Colletta, responsable de l'Unité post-conflit de la Banque mondiale et sociologue-anthropologue ayant une grande expérience de l'aide aux pays africains sortant d'un conflit,** *« Encourager le développement des pays en proie à une guerre civile sort évidemment des sentiers battus. Il faut certes reconstruire leurs infrastructures matérielles telles que les hôpitaux, les ponts et les habitations, et mettre en place le cadre macroéconomique approprié, mais cela ne suffit pas à assurer une paix durable. Reconstituer le tissu social des sociétés ravagées par la guerre est la nouvelle condition critique à remplir pour assurer une paix et un développement durables à des millions de gens qui ont connu l'enfer de la guerre civile. »*

####

*Les journalistes peuvent obtenir accès à la documentation avant l'expiration de l'embargo par l'intermédiaire du Centre d'information en ligne de la Banque mondiale pour les médias à : <http://media.worldbank.org/secure/>.*

*Les journalistes accrédités qui n'ont pas de mot de passe peuvent en demander un en remplissant le formulaire d'inscription à : <http://media.worldbank.org/>.*